

Les travailleurs de la SNVI protestent contre le non versement de leurs salaires et surtout contre le sabotage de leur entreprise

Date de mise en ligne : dimanche 8 novembre 2015

- Actualité politique nationale -

Description :

Le deux novembre dernier des centaines de travailleurs du complexe de véhicules industriels de Rouiba ont coupé la route qui relie leur usine à Alger. Ils n'ont pas eu d'autre choix pour protester contre le retard de paiement des salaires qui a touché une partie d'entre eux suite à une panne technique au niveau de la Poste. Mais comme l'ont souligné les manifestants, ce retard n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Le vrai problème est celui du sabotage dont l'usine continue à faire l'objet de façon sournoise pour bloquer son fonctionnement et son développement.

R.N.

08.11.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le deux novembre dernier des centaines de travailleurs du complexe de véhicules industriels de Rouiba ont coupé la route qui relie leur usine à Alger. Ils n'ont pas eu d'autre choix pour protester contre le retard de paiement des salaires qui a touché une partie d'entre eux suite à une panne technique au niveau de la Poste. Mais comme l'ont souligné les manifestants, ce retard n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Le vrai problème est celui du sabotage dont l'usine continue à faire l'objet de façon sournoise pour bloquer son fonctionnement et son développement. Ainsi elle a subi un grave ralentissement de ses activités durant 18 mois du fait du gel du dédouanement des pièces et fournitures importées sous des prétextes fantaisistes, malgré une prétendue instruction du chef du gouvernement de la faire bénéficier de l'exonération de taxes douanières sur les équipement et les fournitures destinés à la production. Par contre, les entreprises étrangères qui se sont installées pour faire du montage telles que Mercedes-Benz et Renault ne se heurtent à aucun problème de ce type. Elles bénéficient d'un traitement de faveur de la part d'un régime qui tient à gagner sa médaille de « défenseur loyal » des intérêts des multinationales. Sans même parler des importateurs qui monopolisent le marché des véhicules importés à l'image de Rebrab qui a joui depuis la dénationalisation du commerce extérieur à la fin des années 1980 de toutes les facilités des autorités et de l'argent des banques publiques. Amassant grâce à cette bienveillante sollicitude une immense fortune qui a fait de lui l'homme le plus adulé par la grande presse ultra-libérale que ses généreux placards publicitaires ont soigneusement choyée.

La suspension par l'ETUSA de ses achats de bus auprès du CVI, juste après la nomination de Ghoul à la tête du ministère des Transports, est également citée par les travailleurs comme exemple des manoeuvres visant à liquider leur usine.

Le gouvernement fait croire qu'il a placé la SNVI au coeur de sa stratégie de relance industrielle - une stratégie qu'on ne peut lire dans aucun document officiel - grâce à la signature d'une convention de crédit d'un montant de près de 92 milliards de dinars entre cette entreprise et un syndicat de banques. De la poudre aux yeux. La vérité est éloignée de cette légende. On sait en effet que la SNVI traîne jusqu'à ce jour le poids des déficits que l'Etat lui a fait subir depuis les années 1980 en l'obligeant à vendre ses camions et ses bus à des prix inférieurs à ses coûts de production. La dévaluation - officielle ou cachée - du dinar intervenue après 1989 qui a eu pour effet de multiplier sa dette externe, les avalanches d'agios et de pénalités financières, les conséquences de la hausse démentielle des taux d'intérêts bancaires décidée en application d'une vision monétariste éloignée des besoins de la production par les adeptes des Chicago boy's au niveau de la Banque d'Algérie, ont paralysé l'entreprise publique depuis au moins 25 ans.

Au début des années 2000 les responsables de la SNVI ont évalué à 65 milliards de dinars les effets de cette politique. Ils avaient préconisé en vain que l'Etat propriétaire de l'entreprise transforme cette dette en capital pour lui permettre de redémarrer sur des bases saines. Non seulement les autorités ont fait la sourde oreille à cette proposition de bon sens, mais elles ont donné aux banques instruction de prélever d'office la moitié des recettes - recettes et non bénéfices après impôts ! - des entreprises endettées pour soi-disant permettre aux banques -elles-mêmes propriété de l'Etat ! - de récupérer leurs créances. De l'argent directement pompé des comptes des entreprises publiques pour être prêté aux importateurs et aux promoteurs immobiliers grands spécialistes de la fraude fiscale et de l'informel. Inutile de dire qu'avec de tels « remèdes » aucun redressement n'est possible. L'entreprise est donc poussée à s'endetter en permanence pour rembourser ses dettes. Mise dans l'incapacité de se procurer les fournitures et les matières pour produire, la SNVI a perdu de ce fait de nombreuses occasions de satisfaire des commandes extérieures. Rappelons aussi qu'en 2001 le ministre de la « Solidarité » de l'époque avait acquis auprès des sociétés de Rebrab des mini-bus importés pour équiper l'ETUSA. « Solidarité » en effet, avec les importateurs tueurs de la production industrielle nationale.

Si les 92 milliards de dinars dont se gargarise Bouchouareb, le ministre de l'ainsi nommée « Industrie », vont servir

en partie à rembourser les banques pour des dettes contractées en 1980, inutile de dire que la SNVI est programmée de façon machiavélique pour disparaître et céder ses terrains aux convoitises des multinationales et des vampires internes.

R.N.

Alger républicain

08.11.15